

Dopage et Disqualifications - Rio de Janeiro 2016

En 2003 l'AIFA et le CIO ont adopté le Code mondial antidopage de l'AMA comme base de la lutte contre le dopage afin d'harmoniser leurs règles (listes de substances prohibées, procédures et sanctions) avec celles de l'ensemble des instances sportives internationales.

Note : L'AMA faisait une différence dans les substances interdites entre celles **non spécifiées** utilisées uniquement en raison de leur capacité d'amélioration des performances (Anabolisants, certains Stimulants, Hormone de croissance, EPO) et celles **spécifiées** utilisées aussi à des fins thérapeutiques (Médicaments, Diurétiques, certains Stimulants, Narcotiques) ou récréatives (Cannabis) donc susceptibles d'introduire un doute sur la volonté de se doper (Article 4, **Alinéa 2** de son Code en vigueur depuis le 1^e Janvier 2015).

À l'ouverture des JO 2016, les athlètes olympiques reconnus coupables d'usage de produits interdits suite à un prélèvement urinaire ou sanguin (y compris lors de retestages d'échantillons conservés) ou suite à toute forme d'évidence de dopage (témoignages, preuves écrites, conclusions tirées du Passeport Biologique de l'Athlète ou de toute analyse d'informations, aveux de dopage) mais aussi de toute autre violation des règles antidopage (refus de se soumettre à un test ou de fournir un échantillon, détention & trafic de substances interdites, falsification de tout ou partie du processus de contrôle ou encore défaut de déclaration de localisation précise et complète pour la bonne réalisation des contrôles) subissaient 2 types de sanctions :

- Celles du CIO :

Elles étaient inscrites dans son règlement antidopage à savoir une disqualification de tous les résultats individuels des JO avec retrait des médailles éventuelles (Article 9 pour les violations avant la période olympique et Article 10 pour les violations pendant). Pour une équipe, si un de ses membres avait commis une violation des règles antidopage, la formation était sujette à disqualification si la fédération internationale concernée la prévoyait (Article 11, Paragraphe 3) ce qui était le cas avec l'AIFA pour les relais (cf plus bas, Article 41, **Alinéas 1 & 3.a**). De plus tout litige devait être réglé devant le TAS (Article 12).

- Celles de l'AIFA :

- l'Article 37

* Tout athlète **devait** être suspendu provisoirement par l'AIFA (athlète de niveau international) ou sa fédération (tout autre athlète) jusqu'à la résolution finale de son cas pour des substances **non spécifiées** (**Alinéa 16**) mais **pouvait** facultativement l'être pour des substances **spécifiées** et les autres cas de violations des règles antidopage (**Alinéa 17**).

* Si la fédération de l'athlète ne décrétait pas de suspension provisoire relevant de son domaine alors l'AIFA l'imposait (**Alinéa 19**).

- l'Article 40

* En cas d'infraction à l'occasion d'une compétition (Championnats ou réunion), disqualification de **tous** les résultats individuels de l'athlète quel que soit le moment de la compétition où la violation a eu lieu (**Alinéa 1**) et, aussi pour un contrôle inopiné ou tout autre cas de violation, disqualification de **toutes** les performances réalisées entre la date du prélèvement ou de la violation et le début de la suspension provisoire éventuelle ou de la suspension finalement décidée (**Alinéa 9**).

* Pour une 1^e violation :

- Suspension de **4 ans** pour un test positif à toute substance **spécifiée** ou **non**, un refus de prélèvement, une évidence de dopage, la détention de drogues ou une falsification lors du processus de contrôle (**Alinéas 2.a & 4.a**).

Note : Cette suspension était portée à **2 ans** si l'athlète pouvait établir que la violation n'était pas intentionnelle (**Alinéa 2.b**) c'est-à-dire sans la volonté de tricher (**Alinéa 3**) pour toute substance **spécifiée** ou **non**.

La sanction était au minimum une **réprimande** (avec disqualification de la compétition) et au maximum **2 ans** de suspension pour toute substance **spécifiée** si l'athlète prouvait qu'il n'avait commis aucune faute ou négligence significatives (accident ou prescription médicale) ou en cas d'ingestion d'un produit contaminé sans s'en rendre compte (**Alinéa 6.a**).

- Toute combinaison de 3 tests manqués au cours d'une période de 12 mois due à des manquements de localisation précise et correcte de la part d'un athlète entravant ainsi la réalisation des contrôles, entraînait une suspension au minimum d'**1 an** et au maximum de **2 ans** en fonction du degré de faute de l'athlète (**Alinéa 4.b**).

* Pour une **2^e violation** considérée comme **récidive**, que les catégories de substances interdites ou de situations de dopage des violations fussent identiques ou pas :

- Suspension plus sévère pouvant aller jusqu'à 2 fois la période applicable à la 2^e violation traitée comme si elle était une 1^e violation (**Alinéa 8.a**) en fonction de la gravité du cas.

Note : La 2^e violation n'était pas considérée comme récidive si l'athlète l'avait commise avant d'avoir reçu notification de la 1^e violation ou si, après la résolution de la 1^e violation, des faits étaient découverts impliquant une autre violation par l'athlète ayant eu lieu avant la notification de la 1^e (**Alinéa 8.d**).

On parlait alors de violations multiples devant être considérées ensemble comme une seule infraction et la sanction retenue correspondait à la plus sévère de celles des différentes violations (1^e cas) ou était une sanction additionnelle (2^e cas) (**Alinéa 8.d**).

* Une **3^e violation** entraînait une suspension à **vie** (**Alinéa 8.b**).

* La période de suspension commençait à la date de sa prise de décision par la fédération nationale (le plus souvent le jour de l'audition)

Dopage et Disqualifications - Rio de Janeiro 2016

ou si l'athlète admettait rapidement sa faute par écrit, à la date du prélèvement ou de la violation, toute période de suspension provisoire étant déduite de la durée totale à purger (**Alinéa 11**).

- l'Article 41

* Lorsque l'athlète ayant violé les règles antidopage était membre d'un relais, l'équipe devait être disqualifiée de la compétition, que l'infraction ait eu lieu pendant la dite compétition (**Alinéa 1**) ou avant (**Alinéa 3.a**), avec toutes les conséquences qui en découlaient pour elle (perte de médailles et de diplômes).

Note : Dans le cas où l'athlète dopé n'avait participé qu'à un tour préliminaire du relais, cet alinéa ne prévoyait pas expressément s'il fallait aussi disqualifier l'équipe en Finale à laquelle il n'avait pas pris part. En pratique la disqualification du relais finaliste découlait implicitement de celle du/des relais du/des tours précédents qui avai(en)t permis l'accès à la Finale.

En pratique aussi, dans le cas où l'athlète dopé n'avait pris part qu'à la Finale, seul le relais finaliste était disqualifié.

- l'Article 42

* Toute décision (sanction ou blanchiment) prise par l'organe disciplinaire de 1e instance d'une fédération pouvait faire l'objet d'un appel : - **toujours** auprès du **TAS** pour tout athlète de niveau international ou les cas avérés lors de compétitions internationales relevant de l'**AIFA** (**Alinéa 3**) sur initiative de l'**AIFA** ou de l'athlète concerné notamment (**Alinéa 5**).

- **principalement** auprès d'un organisme indépendant d'appel fédéral ou sportif national pour tout autre athlète lors de compétitions autres que **AIFA** (**Alinéa 4**) sur initiative de l'athlète concerné ou de sa fédération notamment (**Alinéa 6**) (décision d'appel contestable devant le **TAS** par l'**AIFA**, **Alinéa 7**) ou **exceptionnellement**, en cas de carence d'un tel organisme, par l'**AIFA** auprès du **TAS** (**Alinéa 8**).

Dans tous les cas les décisions du **TAS** étaient définitives (**Alinéa 26**).

Durant la période olympique du **24 Juillet** (ouverture du village des athlètes) au **21 Août 2016** (Cérémonie de clôture), le **CIO** était responsable des contrôles antidopage des sportifs présents à **Rio de Janeiro**.

2 athlètes (1 participant & 1 inscrite contrainte de déclarer forfait) ont été convaincus de violations des règles antidopage par le **CIO** :

@ Silvia **DANEKOVA** (**Bulgarie**) a subi un double contrôle antidopage (sanguin & urinaire) inopiné à **Rio de Janeiro** le **1e Août**, soit quelques jours avant l'ouverture des **JO**. Le **8 Août** suivant le **CIO** a annoncé que les résultats de l'analyse de l'échantillon **A** (confirmée le lendemain par celle de l'échantillon **B**) révélaient la présence de **CERA** (stimulateur d'**EPO**). Aussi le **CIO** a saisi le **TAS**, délégué pour sanctionner les violations des règles antidopage pendant la durée de la période olympique (Article **8** du règlement antidopage du **CIO**), qui a exclu la Bulgare des **JO** ce qui a expliqué sa non participation au 3000m Steeple.

Ultérieurement **DANEKOVA** a été suspendue **4 ans**.

@ Mukhlid **ALOTAIBI** (**Arabie Saoudite**) a subi 2 tests sanguins à l'entraînement, le premier diligenté par l'**AIFA** à **Ifrane** (**Maroc**) le **19 Juillet** précédent les **JO** et le deuxième réalisé à **Rio de Janeiro** sous l'égide du **CIO** la veille (**16 Août**) des Séries olympiques du 5000m où il a terminé 21e en 14'18"48. Dans les 2 cas les tests se sont révélés positifs à la **CERA** après les **JO**, celui d'**Ifrane** ayant été aggravé par une tentative de s'y soustraire. Le Saoudien a été suspendu **4 ans**.

Des athlètes ont violé les règles antidopage avant leur arrivée à **Rio de Janeiro** et leurs cas n'ont été connus qu'après :

@ Anastassya **KUDINOVA** (**Kazakhstan**), éliminée en Séries du 400m (7e en 56"03), a vu son résultat annulé suite à l'annonce après les **JO** de la positivité à la **Drostanolone** d'un test inopiné réalisé le **13 Juillet** précédent à **Almaty** (**Kazakhstan**). Elle a été suspendue **4 ans**.

@ Natalia **LUPU** (**Ukraine**) a subi un contrôle inopiné le **29 Juillet 2016 à Brovary (Ukraine)** qui s'est révélé positif à la **Testostérone** après les **JO** où l'Ukrainienne a été éliminée en Demi-finales du 800m (8e en 2'02"10).

Récidiviste (**2014**, **Méthylhexanamine**, un stimulant), **LUPU** a été suspendue **8 ans** et disqualifiée des **JO**.

@ Alina **FYODOROVA** (**Ukraine**), 28e de l'Heptathlon avec 5038 pts (Abandon dans la septième et dernière épreuve, le 800m), a été contrôlée à l'entraînement à **Brovary (Ukraine)** le **27 Juillet 2016**. De la **Testostérone** a été détectée par Spectrométrie Isotopique (technique permettant de déterminer si un stéroïde provenait d'une source exogène ou endogène) après les **JO**.

FYODOROVA a été disqualifiée de son épreuve olympique et suspendue **4 ans**.

@ Musaeb Abdulrahman **BALLA** (**Qatar**), forfait en Séries du 800m, a été suspendu **4 ans**

après avoir été reconnu coupable de possession de produits dopants lors d'une perquisition le **20 Juin 2016** dans sa chambre d'hôtel à **Sabadell** (**Espagne**) où il résidait pour un stage préparatoire aux **JO**. Ce jour-là, la police espagnole enquêtant sur un trafic de substances illicites a découvert divers produits dont de l'**EPO**. Inscrit par précaution aux **JO** au cas où il serait reconnu innocent par la justice, mais finalement absent à **Rio de Janeiro**, il n'a donc pas pris part aux Séries de son épreuve.

Suspendu provisoirement par l'**AIFA** le **11 Octobre 2016** puis blanchi par sa fédération en Août **2018** près une longue enquête, **BALLA** a finalement écopé d'une suspension de **4 ans** par le **TAS** en appel en **2019**.

Dopage et Disqualifications - Rio de Janeiro 2016

En Février 2018 la Fédération Ukrainienne d'Athlétisme a annoncé que 2 de ses athlètes étaient reconnues coupables de dopage à la **Testostérone**, dopage avéré par l'analyse de leurs échantillons sanguins qui avaient été prélevés peu avant les **CE d'Amsterdam (Pays-Bas, 6 au 10 Juillet 2016)**. Elles ont donc été disqualifiées des **JO de Rio de Janeiro** tenus juste après.

@ Olha **ZEMLYAK**, 7e du 400m en 51"24 & 5e avec le Relais 4x400m ukrainien en 3'26"64, suspendue **8 ans** (Récidive car **ZEMLYAK** avait déjà été suspendue **2 ans** en **2009** pour un contrôle positif à la **Norandrostérone**) et résultats annulés du **5 Juillet 2016** (test inopiné à **Amsterdam** la veille de l'ouverture des **CE**) au **3 Août 2017** (suspension provisoire).

@ Olesya **POVH**, 8e en Demi-finales du 100m en 11"29 & 6e avec le Relais 4x100m ukrainien en 42"36, suspendue **4 ans** et résultats annulés du **15 Juin 2016** au **3 Août 2017** (date de sa suspension provisoire) pour 2 tests, l'un inopiné prélevé le **15 Juin 2016** en **Ukraine** & l'autre le **8 Juillet 2016 à Amsterdam** à l'occasion des **CE**.

Leur appel devant le **TAS** n'a pas changé les sanctions car celui-ci les a confirmées en Mars **2019**.

En **2019** c'est au tour d'une autre Ukrainienne d'être annoncée suspendue **4 ans** pour un test antidopage positif à l'**EPO** réalisé inopinément le **19 Juillet 2016 à Berdychiv (Ukraine)** et conséquemment d'être disqualifiée des **JO**.

@ Yuliya **OLISHEVSKA**, 4e en Séries du 400m en 52"45 mais n'ayant pas participé au Relais 4x400m ukrainien

Le passeport biologique de l'athlète (PBA)

Le **PBA**, document électronique rassemblant les résultats des contrôles antidopage d'un sportif ainsi que ses profils hématologique et endocrinologique tenus à jour en permanence, a permis de déceler l'usage régulier de substances interdites sur la base des variations anormales de ces paramètres pour une période donnée et ce sans qu'il y ait eu de contrôle positif proprement dit. L'**AIFA** l'a adopté en **2009** et a pu annoncer à partir de **2012** les noms d'athlètes sanctionnés car leurs profils du **PBA** étaient suspects et considérés comme une évidence de dopage (Article **33, Alinéa 3** des règlements antidopage pour les années **2012 à 2016** & Article **3 à partir de 2017**). Au fur et à mesure des annonces ces athlètes ont été suspendus et 3 d'entre eux ayant participé aux **JO 2016** en ont été disqualifiés car la date de départ des variations anormales marquant le début de l'annulation des résultats était antérieure à leurs épreuves olympiques :

@ Abdelmajid **EL HISSOUF (Maroc)**, (depuis le **23 Mai 2014**), 68e du Marathon en 2h20'29", suspendu **4 ans**

@ Sheoran **NIRMLA (Inde)**, (depuis le **15 Août 2016**), 6e en Séries du 400m en 53"03 le **13 Août** & 7e avec le Relais 4x400m indien en Séries en 3'29"53 le **19 Août**, suspendue **4 ans**

En vertu des règlements antidopage de l'**AIFA** et du **CIO**, tous ses résultats de **Rio de Janeiro** ont été annulés (cf plus haut).

Note : À la même époque (**2018**) que la constatation d'anomalies dans son **PBA**, l'Indienne a subi le **29 Juin** un contrôle antidopage lors des Championnats nationaux inter états à **Guwahati**, avéré positif à la **Drostanolone** et à la **Méténolone**, aussi les sanctions qui lui ont été infligées concernaient les 2 infractions.

@ Betlhem **DESALEGN (Emirats Arabes Unis)**, forfait en Séries du 1500m

Initialement blanchie par l'Agence Nationale Antidopage de son pays (**4 Août 2016**), puis suspendue **15 mois** (**22 Janvier 2017**) par le Comité d'appel de sa fédération, l'**AIFA** a fait appel devant le **TAS**, qui lui a finalement (**17 Octobre 2017**) infligé une suspension de **2 ans** commençant le **10 Août 2016** et une annulation de ses résultats du **6 Mars 2014** au **13 Août 2015**.

Suspension de la Fédération Russe d'Athlétisme

Le **9 Novembre 2015**, une Commission d'enquête indépendante nommée par l'**AMA** a rendu public un rapport accablant selon lequel la Fédération d'Athlétisme de **Russie** dirigée jusqu'en Février de la même année par Valentin **BALAKHNICHEV** était impliquée dans un vaste système de dopage généralisé et de corruption.

Ce système consistait à pourvoir nombre d'athlètes en produits dopants en échange d'un pourcentage de leurs gains et à falsifier ou détruire des échantillons positifs avec la complicité monnayée du laboratoire antidopage de **Moscou** et l'aval du gouvernement russe. L'enquête menée par la Commission diligentée par l'**AMA** faisait suite aux témoignages en **2014**, dans un documentaire de la télévision allemande **ARD**, d'athlètes, d'entraîneurs et de responsables antidopage russes et notamment de Yuliya **STEPANOVA-RUSANOVA** (spécialiste de 800m suspendue **2 ans** en **2013** pour dopage suite à des anomalies détectées dans son **Passeport Biologique**) et de son mari Vitaliy **STEPANOV** (ancien employé de l'Agence Antidopage Russe).

Conséquemment le Conseil de l'**AIFA** réuni le **13 Novembre 2015** par vidéoconférence depuis **Londres** a suspendu provisoirement la Fédération Russe d'Athlétisme en tant que membre (Articles **6 & 14** de la Constitution **AIFA** en vigueur) en attendant la fin de l'enquête.

De plus l'**AIFA** a demandé à la nouvelle équipe dirigeante de la Fédération Russe installée en Janvier **2016** avec à sa tête Dmitry **CHLIAKHTINE**, de mettre en place une politique prouvant sa volonté de lutter contre le dopage et la corruption.

N'ayant toujours pas obtenu satisfaction sur l'installation d'une politique antidopage stricte par les Russes, l'**AIFA** a confirmé la suspension le **17 Juin 2016** lors de la réunion de son Conseil à **Vienne (Autriche)**, ce qui entraînait un risque de non participation en Athlétisme de la **Russie** aux **JO de Rio de Janeiro**.

Dopage et Disqualifications - Rio de Janeiro 2016

En effet les règles **AIFA** prévoient que tout athlète dont la fédération nationale était suspendue ne pouvait participer aux compétitions internationales (Article 22, **Alinéa 1a**), règlement en accord avec la Charte Olympique (Article 40).

Lors de cette même réunion à **Vienne**, le Conseil a adopté le nouvel Article 22, **Alinéa 1A** entré en vigueur avec effet immédiat, stipulant que l'**AIFA** pouvait exceptionnellement accorder l'admissibilité aux compétitions Internationales à tous les athlètes dont la fédération était suspendue pour manquement à mettre en place un système de lutte antidopage, s'ils prouvaient que, vivant en dehors de leur pays, ils n'étaient pas liés à ce manquement et n'en profitaient pas.

Si l'admissibilité était accordée, les athlètes ne représentaient pas leur nation mais participaient à titre individuel en tant qu'athlètes neutres.

Conséquemment, une soixantaine d'athlètes russes non concernés par l'Article 22, **Alinéa 1A** car vivant en **Russie** a fait appel devant le **TAS** de leur interdiction par l'**AIFA** de participer aux **JO** même en tant qu'athlètes neutres, arguant qu'ils n'avaient jamais été disqualifiés pour dopage.

Le 21 Juillet suivant le **TAS** a décidé que ces athlètes ne pouvaient prendre part aux compétitions olympiques de **Rio de Janeiro** car ils n'étaient concernés que par l'Article 22, **Alinéa 1a**.

Avant (9 Juillet) la décision du **TAS**, l'**AIFA** avait estimé que seules 2 athlètes russes pouvaient être repêchées pour les compétitions à venir en concourant sous bannière neutre :

- **Yuliya STEPANOVA** (800m, sans performance 2016 et 2'01"31 en 2015)

en raison de "sa contribution exceptionnelle à la protection et la promotion d'un athlétisme propre, à l'intégrité et à l'authenticité du sport."

Outre la volonté de remercier la "lanceuse d'alerte" russe, la décision de l'**AIFA** a été motivée par le fait que **STEPANOVA** ne vivait plus en **Russie** depuis 2014 et échappait donc aux influences de sa Fédération.

- **Darya KLISHINA** (Saut en Longueur, 6,84m en 2016)

car elle vivait et s'entraînait aux **Etats-Unis** donc sans liens avec le système russe.

Le 24 Juillet le **CIO** a accepté la participation d'athlètes russes ayant satisfait aux critères de l'Article 22, **Alinéa 1A** du règlement **AIFA** et sur la base de l'Article 2, **Alinéa 8** de sa Charte Olympique visant à protéger les athlètes intègres et l'intégrité du sport. Cependant l'instance olympique a décidé que dans tous les sports, les Russes concourraient sous le drapeau de leur pays et non sous bannière neutre. De plus il n'a retenu que **KLISHINA** en Athlétisme car **STEPANOVA** avait déjà été sanctionnée pour dopage par le passé (2013).

Note : Le 10 Août l'**AIFA** a pris la décision d'interdire de **JO KLISHINA** sur la base d'informations de l'**AMA** indiquant de fortes suspicions de dopage de la Russe en 2013 & 2014 : manipulations et falsifications d'échantillons d'urine, dans lesquels auraient été décelées des traces d'**ADN** de 2 personnes différentes.

La Russe a fait appel devant le **TAS** qui lui a donné raison (15 Août) et l'a autorisée à participer aux **JO** parce qu'elle n'avait aucune connaissance ni implication dans le système russe, étant basée hors de son pays depuis Octobre 2013. Depuis cette date elle avait été sujette à des tests réguliers négatifs fourni une assurance objective d'intégrité, seuls les 3 d'entre eux envoyés au Laboratoire de **Moscou** ayant été soumis à des manipulations indépendantes de sa volonté.